

ICI *et* LÀ-BAS

Bulletin de Solidarité Mondiale a.s.b.l. – chaussée de Haecht, 579 – 1031 Bruxelles – Tél 02 246 38 81 – www.solmond.be

Rapport d'activités 2016



**solidarité
mondiale**

ensemble contre l'injustice sociale

BE96-7995-5000-0005

ICI et LÀ-BAS

n°108

Dans ce numéro

En chiffres

2016 : Solidarité Mondiale (WSM)
dans le monde

41

Asie

Philippines

Lutte acharnée pour de meilleurs
soins de santé

71

Amérique latine

Guatemala

La jeunesse en danger

101

Pérou

L'essor de l'économie sociale
et solidaire

Afrique

Burundi

Le rôle des mouvements sociaux
dans un pays en crise

141

Belgique

Plaidoyer politique

La protection sociale est un droit

181

Campagne

2016 : en action pour
la protection sociale !

201

Internationalisation

Des échanges pour renforcer
les solidarités

221



SOLIDARITÉ MONDIALE

a pour ambition de renforcer les
mouvements sociaux dans le Sud pour
qu'ils soient acteurs de changement et
agents de développement en faveur de
leur population locale.

Financer ces partenaires là-bas et
sensibiliser ici sur les enjeux Nord-Sud
sont les principaux objectifs de notre
organisation.

SOLIDARITÉ MONDIALE

est l'ONG du Mouvement ouvrier chrétien
et de ses organisations membres :
CSC, ANMC, JOC, VF, EP.

SOLIDARITÉ MONDIALE asbl

Chaussée de Haecht 579

1030 Bruxelles

Tél 02 246 38 81

Fax 02 246 38 85

solidarite.mondiale@solmond.be

www.solmond.be

Cpt : BE 96-7995-5000-0005

Coordination générale

Jennifer Van Driessche

Ont collaboré à ce numéro

Koen Detavernier, Santiago Fischer,

Edmond Dieudonné Hakizimana,

Andre Kiekens, Katrien Liebaut,

Jacques Liesenborghs, Antoinette

Maia, Dieudonné Wamu Oyatambwe,

Raul Luna Rodriguez, Jeroen Roskams,

Stéphanie Vankeer

Conception / MEP

Marie-Hélène Toussaint

Photos couverture et Sommaire

© WSM

Impression

Imprimerie Les Editions Européennes

Ici et Là-Bas est imprimé sur
papier recyclé, encre végétale,
en format économique.

Nos partenaires



LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be



N°108

juillet-août-septembre 2017

Editrice responsable :

Antoinette Maia

chaussée de Haecht, 579

1030 Bruxelles



Chères sympathisantes, Chers sympathisants,

L'année 2016 a été une année que l'on n'oubliera pas de sitôt, avec de belles activités et réalisations, dont nous mettons certaines à l'honneur dans le présent rapport annuel.

2016 a aussi été l'année durant laquelle nous avons préparé et défendu notre nouveau programme quinquennal 2017-2021. Un processus cette fois très complexe, car il a dû être concilié à une profonde réforme du secteur de la coopération au développement. Avant de procéder à cette dernière, le Ministre avait mandaté un bureau d'études spécialisé pour effectuer une radioscopie de chaque ONG belge. C'est avec fierté que nous pouvons vous annoncer que notre organisation a passé cet examen avec brio, ce processus se soldant par un renforcement de notre position.

Dans l'optique d'accroître encore la qualité et l'efficacité de notre travail au cours des cinq prochaines années, nous avons opté en 2016 pour une collaboration structurelle autour d'un seul de nos principaux thèmes: le travail décent. Nous avons uni nos forces avec les syndicats belges, les mutualités chrétiennes et socialistes, ainsi que quatre autres ONG. Nous avons harmonisé nos stratégies et introduit des programmes pluriannuels conjoints, le tout couronné de succès. Ainsi, notre programme vient récemment d'être approuvé, avec Solidarité Mondiale (WSM) au poste de leader au sein de ce grand accord de coopération. À l'heure actuelle, notre approche est reconnue par le ministre, et particulièrement appréciée tant par l'administration que par le secteur.

Cette nouvelle approche est le résultat des efforts soutenus en faveur d'une meilleure collaboration à laquelle nous sommes parvenus ces dernières années. Notre campagne consacrée à la protection sociale en est un exemple illustratif. En compagnie de nos collègues et réseaux de la CSC et des Mutualités chrétiennes,

nous n'aurons de cesse de poursuivre sur cette lancée.

Notre défi pour les années à venir sera de garantir les budgets approuvés. Ces derniers temps, de nombreuses ONG ont dû rétrocéder une part considérable de leur budget (presque 20% en 2017). Le maximum est toutefois atteint et il serait irresponsable de réclamer des efforts supplémentaires. Nous entendons envoyer un signal fort : la Belgique doit continuer à assumer sa responsabilité. Si, pour notre nouveau programme, nous pouvons temporairement compter sur nos moyens disponibles, nous sommes toutefois conscients qu'il nous faut veiller à ne pas faire les frais de nouvelles mesures de contrôle budgétaire.

À travers le présent rapport annuel, nous espérons pouvoir vous démontrer qu'investir dans nos stratégies s'avère hautement pertinent pour le développement et mérite tout le soutien des pouvoirs publics.

Mais le vôtre demeure lui aussi nécessaire et utile. En effet, pour chaque programme, nous devons mettre sur la table 20% du budget en moyens propres.

Merci encore pour votre confiance et vos dons, marques de solidarité ! ✎

Une citation...

*« Seul on va plus vite, ensemble on va plus loin »
(proverbe africain)*

Une image...



2016 | Solidarité Mondiale

PAR KATRIEN LIEBAUT

WSM soutient 83 partenaires dans 23 pays !

AFRIQUE	AMERIQUE LATINE	ASIE
61% des ressources 10 pays 38 partenaires	22% des ressources 7 pays 25 partenaires	16% des ressources 6 pays 19 partenaires
Afrique centrale 29% des ressources 3 pays : Burundi, RDCongo, Rwanda 15 partenaires	Amérique centrale 11% des ressources 14 partenaires 4 pays : République dominicaine, Guatemala, Haïti, Mexique	Asie du Sud 10% des ressources 10 partenaires 3 pays : Bangladesh, Inde, Népal
Afrique de l'Ouest 32% des ressources 23 partenaires 7 pays : Bénin, Burkina Faso, Guinée, Mali, Mauritanie, Togo, Sénégal	Amérique du Sud 11% des ressources 11 partenaires 3 pays : Bolivie, Brésil, Pérou	Asie du Sud-Est 6% des ressources 9 partenaires 3 pays : Cambodge, Philippines, Indonésie
INTERNATIONAL	1% des ressources, 1 partenaire (JOC Internationale)	

La transparence des chiffres nous importe

Tout au long de l'année, nous vous communiquons à travers Internet et les réseaux sociaux Facebook et Twitter le travail réalisé par nos partenaires tant en Belgique et en Europe que dans les pays partenaires sur les autres continents. Sur ce plan, les chiffres sont bien entendu un élément incontournable.

Dans cet article, nous ne publions qu'un résumé succinct de nos recettes et dépenses. N'hésitez pas à demander la version détaillée de notre bilan et notre compte de résultat. Vous pouvez aussi surfer sur www.bonnescauses.be, ou encore sur www.ong-livreouvert.be pour plus de détails au sujet des chiffres.

Consultez aussi notre page web pour vous informer sur nos activités, les campagnes que nous menons et les projets que nous soutenons: www.solmond.be.

Nos résultats en 2016

En 2016, le nombre d'activités dans le Sud a faiblement progressé. Nous avons par ailleurs consolidé notre structure organisationnelle. Comme nous l'avions prévu, les frais ont été légèrement supérieurs aux recettes, si bien que nous avons terminé l'exercice avec un solde négatif limité de 69.121 euros.

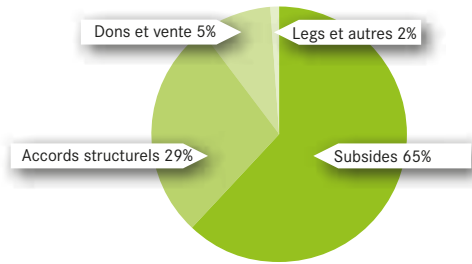
Les recettes en 2016

Fonds publics : 65%

En 2016, Solidarité Mondiale (WSM) a reçu 6,3 millions d'euros de subsides, soit 65% de l'ensemble de ses recettes. La majeure partie de cette somme (5,9 millions d'euros) a été versée par l'État fédéral, tandis que le reste (317.827 euros) provenait des autorités régionales (communes, villes, provinces, régions) ou encore de subsides à l'emploi. Les montants des subsides fédéraux nous sont octroyés dans le cadre de

(WSM) dans le monde

Recettes



programmes pluriannuels minutieusement élaborés auparavant et décrivant clairement l'ensemble de nos activités et de nos résultats. Le subside versé annuellement est bien entendu conditionné à la remise d'un rapport détaillé sur ce dernier. Chaque euro dépensé, tant ici que dans le Sud, est justifié, sur base annuelle, à nos autorités subsidiaires. C'est en 2016 que nous avons clôturé notre programme pluriannuel 2014-2016.

Autres sources de revenus : 35%

Outre ces subsides, nous nous fixons chaque année pour objectif de récolter des moyens auprès de différentes sources de revenus. Et ce n'est pas un objectif que nous prenons à la légère. C'est là en effet un volet important si l'on veut, en tant qu'organisation, demeurer en bonne santé et indépendante. Outre ses fonds publics, une organisation doit pouvoir garantir un certain pourcentage de fonds propres. Qui plus est, plusieurs projets ne bénéficient pas de subsides. À Solidarité Mondiale (WSM), nous nous lançons chaque année le défi de récolter un minimum de 35% de nos revenus

globaux en fonds propres, un objectif que nous avons atteint en 2016 également. Nous avons ainsi récolté au total 3.402.409 euros, soit 35% de l'ensemble de nos recettes.

D'où proviennent ces fonds propres ?

Recettes provenant de dons et de ventes

En 2016, nous avons pu compter sur le fidèle soutien d'un grand nombre de donateurs engagés, tels que vous ! 2.859 familles et 597 organisations ont ensemble fait des dons pour un montant de 461.967 euros, soit 14% de nos fonds propres. Un tout grand merci à vous au nom de nos partenaires !

Accords pluriannuels

Outre votre générosité, Solidarité Mondiale (WSM) a bénéficié de la somme considérable de 2.766.657 euros grâce à des accords pluriannuels conclus avec 43 partenaires dans et en dehors du Mouvement ouvrier chrétien. Cette somme représente 81% des fonds propres.

Composition de cette somme

En 2016, le CNCD-11.11.11, la coupole francophone d'organisations Nord-Sud, nous a versé 41.000 euros suite à l'Opération 11.11.11. Des conventions passées avec les organisations du Mouvement ouvrier chrétien comme la CSC, l'Alliance des Mutualités chrétiennes, le MOC, mais aussi la banque VDK, nous ont permis de recevoir un montant de 1,5 million d'euros.

Le reste de la somme provient de fonds et de centrales syndicales, d'associations mutualistes, d'entités régionales et de la Loterie nationale, qui nous ont versé leur soutien financier à des projets spécifiques.

Dépenses 2016		Recettes 2016	
Volet Sud	€ 6.973.593	Subsidés	€ 6.258.311
Volet Nord	€ 1.825.252	Accords structurels	€ 2.766.657
Administration générale et financière	€ 607.475	Dons et ventes	€ 461.967
Récolte de fonds	€ 323.562	Legs	€ 132.847
		Autres	€ 40.938
Total	€ 9.729.881	Total	€ 9.660.720

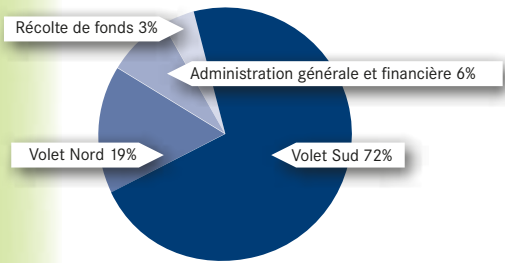
Legs

En 2016, nous avons reçu quatre legs, pour une valeur totale de 132.847 euros.

Nous témoignons un profond respect envers toutes ces personnes qui envisagent de contribuer financièrement à notre organisation en nous couchant sur leur testament. Ce geste noble de leur part donne la vie.

Vous souhaitez en savoir plus sur les modalités de legs à Solidarité Mondiale? N'hésitez pas à demander notre brochure gratuite par email à Dieudonné Wamu Oyatambwe : wamu.oyatambwe@solmond.be, ou par téléphone (02 246 38 83).

Dépenses



Que faisons-nous de votre argent ?

Investissements dans nos pays partenaires : 72%

En 2016, quelque 7 millions d'euros, soit 72% de l'ensemble des moyens, ont été investis dans nos pays partenaires. Il s'agit d'un montant légèrement supérieur à celui de 2015. À l'instar de 2015, nous avons pu, en 2016 aussi, pleinement mettre en œuvre tous les programmes prévus. Ce sont au total 83 organisations sociales, telles que les syndicats, mutualités, groupes de défense des femmes et de la jeunesse, qui poursuivent leur lutte contre la pauvreté et les inégalités dans 23 pays.

Soutien à la vision de Solidarité Mondiale, en Belgique également : 19%


En Belgique et dans plusieurs institutions internationales aussi, Solidarité Mondiale (WSM) entend jouer pleinement son rôle. Nous mettons alors tout en œuvre pour convaincre le plus grand nombre de personnes qu'un travail décent et une protection sociale constituent les clés permettant de mettre un terme à la pauvreté de manière durable. Pour y parvenir,

nous menons des campagnes de sensibilisation et œuvrons au niveau politique. En 2016, nous avons mené la campagne « protection sociale pour tous » avec une large coalition d'organisations (CIEP, CSC, MC, CNCD,...). Au total, le Volet Nord de notre organisation a bénéficié d'un appui financier à hauteur de 1.825.252 euros, soit 19%.

Garantie de qualité et transparence de notre fonctionnement : 6%

Notre objectif est de réaliser un travail de grande qualité. Pour ce faire, une communication correcte et transparente constitue donc une priorité importante. En 2016, nous avons dépensé 6% de nos moyens dans la gestion générale de notre organisation, ou en d'autres termes, dans le service financier, la politique en matière de ressources humaines, un appui permanent à la qualité et la coordination générale, notamment, qui tous ensemble garantissent la qualité de notre travail.

Garantie des moyens : 3%

3% des moyens sont allés à la récolte de fonds, soit la collecte effective des moyens. Cet argent est utilisé notamment pour assurer un rapportage qualitatif à nos donateurs ainsi que pour mettre en place des actions au profit de notre organisation. 

Merci pour votre solidarité.

Ensemble, faisons la différence !

Solidarité Mondiale (WSM) est membre de l'AERF, l'Association pour une Éthique dans les Récoltes de Fonds

L'AERF offre des garanties de qualité morale dans les récoltes de fonds ainsi que la transparence des comptes de ses membres. Elle vérifie si une organisation récolte ses fonds de manière éthique. Chaque année, l'AERF effectue un contrôle des chiffres de ses membres. À travers notre affiliation à l'AERF, nous entendons vous démontrer, chers donateurs, que nous gérons votre argent avec beaucoup de précautions. En 2016 également, nous avons obtenu un excellent résultat au contrôle effectué par l'AERF. Votre don est bien utilisé !



Philippines

Lutte acharnée pour de meilleurs soins de santé

PAR JEROEN ROSKAMS

Cette réalité nous échappe parfois trop souvent dans notre pays, mais l'accès à des soins de santé abordables et de qualité n'est pas une évidence à travers le monde. Aux Philippines, l'Alliance of Health Workers (AHW), organisation partenaire de Solidarité Mondiale (WSM), mène au quotidien une lutte acharnée contre la menace de privatisation des soins de santé, de même que contre la poursuite du démantèlement des conditions (déjà peu glorieuses) en matière de travail et de salaires du personnel employé dans les hôpitaux. Leurs expériences nous enseignent que de bons soins de santé vont de pair avec de bonnes conditions de travail pour le personnel de santé.

Solidarité Mondiale (WSM) a fait la connaissance de l'AHW via LBC-NVK, le syndicat des employés de la CSC. Cela faisait des années déjà qu'ils entretenaient des contacts. AHW est une alliance de syndicats actifs dans le secteur public de la santé, qui représente quelques 27.000 membres sur l'ensemble de l'archipel philippin : docteurs, personnel soignant ainsi que personnel administratif et technique des hôpitaux publics.

La mauvaise gestion impacte les patients démunis

Cela fait des années déjà que les soins de santé aux Philippines souffrent d'un manque criant d'investissements, parce que le ministère de la Santé refuse de prévoir un budget suffisant pour les appareillages et infrastructures médicales. Qui plus est, les différents gouvernements successifs se sont efforcés, sous le dénominateur de « modernisation de l'infrastructure », de confier la gestion des hôpitaux publics à des sociétés privées. Et il



L'AHW s'oppose aux restrictions budgétaires imposées aux soins de santé et à la privatisation des hôpitaux.



© AHW

s'agit bien souvent de grands conglomérats qui ne pensent qu'à faire des profits sur le dos des patients.

Les conséquences de ces décennies de mauvaise gestion se font ressentir, principalement au sein de la population la plus démunie dans les bidonvilles de Manille et d'autres grandes villes. Elle n'a pas accès aux hôpitaux publics, alors même qu'en vertu de la Constitution, ceux-ci sont censés garantir le droit de base aux soins de santé. Pour les plus démunis, il existe certes une sorte d'assurance maladie, baptisée « Philhealth », mais celle-ci est extrêmement onéreuse et elle ne couvre pas toutes les infections. En résumé, le patient ne bénéficie que d'un faible, voire aucun, remboursement de ses frais.

L'AHW s'oppose aux restrictions budgétaires imposées aux soins de santé dans le secteur public et à la privatisation des hôpitaux. Elle est ainsi parvenue à bloquer la privatisation du Philippine Orthopedic Center, le principal hôpital pour le traitement des troubles musculo-squelettiques. Au terme d'actions et d'une mobilisation forte des militants, les négociations entre l'État et l'acteur privé qui

entendait exploiter l'hôpital ont été interrompues. Si cette collaboration public-privé avait abouti, elle se serait assurément soldée par des hausses de prix pour les patients.

Mais cela ne reste pas au niveau de manifestations et d'actions dans la rue : l'AHW a porté plainte devant la Cour Suprême dans l'optique de contrer la privatisation de 72 hôpitaux publics nationaux. Elle a par ailleurs déposé une proposition de loi au Parlement visant à interdire la privatisation des centres de santé publique.

Contre la contractualisation

En tant que syndicat, l'Alliance of Health Workers (AHW) s'investit en premier lieu aussi en faveur du personnel de santé. Des formations informent les membres des syndicats sur la législation du travail et les avantages auxquels peuvent prétendre les agents de santé. Les membres les plus engagés deviennent des militants et ils apprennent comment négocier avec le management de l'hôpital des conventions collectives de travail offrant de meilleures conditions et des salaires plus élevés. Sous la pression de l'AHW, le salaire moyen




En 2016, l'AHW a mené, en compagnie de Gabriela, une organisation philippine de défense des femmes, une semaine de protestation contre le déménagement et la privatisation de l'hôpital Fabella, la seule maternité accessible et abordable pour les femmes pauvres, où naissent chaque jour 60 bébés.

d'un-e infirmier-e débutant-e a été augmenté d'un tiers en 2016 pour atteindre 26.192 pesos, soit 460 euros par mois. Et pourtant, le salaire minimum pour pouvoir vivre à Manille et y entretenir une famille s'élève à 32.000 pesos (572 euros). Raison pour laquelle l'AHW continue de mener campagne pour que les salaires minimums soient revalorisés.

Un autre fléau : l'usage fort répandu de contrats à court terme pour le personnel soignant. Non seulement il mine la sécurité d'emploi, car le personnel contractuel peut plus facilement être mis à la porte, mais il porte aussi atteinte aux conditions de travail et salariales. En effet, toute personne sous ce type de contrat de travail bénéficie d'un salaire moins élevé et de moins d'avantages, comme la sécurité sociale, que le personnel nommé. C'est pourquoi l'AHW négocie afin de conférer au personnel contractuel les mêmes droits que les travailleurs fixes et qu'elle collabore avec KMU, un autre partenaire syndical de Solidarité Mondiale (WSM), en vue de mettre un terme à la loi permettant la contractualisation.

Pour l'AHW, la lutte en faveur de meilleurs droits pour les travailleurs et celle pour des

soins de santé accessibles et de qualité sont un seul et même combat. Si le personnel de santé aux Philippines bénéficie d'un meilleur traitement, cela induit automatiquement une amélioration de la qualité des soins pour le philippin lambda. 

Décès d'une syndicaliste passionnée et inspirante

Ce 3 avril 2017, Emma S. Manuel, vice-présidente de l'Alliance of Health Workers (AHW), nous a quittés après un long et courageux combat contre le cancer. Tout au long de sa carrière professionnelle, Emma n'a eu de cesse de s'investir sans compter en faveur du personnel de santé philippin. En 1992, elle était une des figures emblématiques de la campagne en faveur de la « Magna Carta » des agents de santé. Il s'agit du premier, et jusqu'à présent, seul document fixant légalement plusieurs avantages pour le personnel de santé (prime de risques, prime pour les heures supplémentaires, allocations d'entretien, etc.). C'est sous sa présidence qu'a été empêchée avec succès la privatisation de l'hôpital national pour les patients souffrant de troubles mentaux et que 12 hôpitaux de district sur 17 ont pu rester ouverts dans la province d'Isabela.

Sa contribution à l'AHW est inestimable : c'est grâce à elle que les leaders syndicaux ont appris à mieux écouter les griefs du personnel de santé et que des conventions collectives de travail ont été conclues dans tous les hôpitaux de Manille. Et c'est sans parler de son immense dévouement pour ses patients et collègues du Tondo Medical Center.

Mais lorsque nous penserons à notre Emma, nous nous remémorerons avant toute chose sa personnalité chaleureuse et attachante qui, empreinte de son esprit combatif, vous racontait sans relâche la réalité quotidienne de ses « health workers ». Emma, tu vas terriblement nous manquer.



© WSM

Guatemala

La jeunesse en danger

PAR JACQUES LIESENBORGH (RÉSEAU BELGE D'AMITIÉ AVEC LE MOJOCA), ET SANTIAGO FISCHER (WSM)

Au Guatemala, les jeunes sont victimes de violences quotidiennes. Dans les quartiers populaires, ils sont victimes d'abus en tout genre et errent dans les rues, sans opportunité d'emploi pour accomplir leurs aspirations personnelles et collectives. Des millions de jeunes subissent cette détresse, sans que l'État ne se montre capable de l'enrayer. Mais des mouvements sociaux partenaires de Solidarité Mondiale (WSM) viennent pallier ces failles.

Dans ce pays, la jeunesse est loin d'être une entité homogène. Les différences entre les villes et les campagnes sont très importantes. Dans la capitale, un fossé sépare les enfants des riches et les jeunes qui vivent dans les rues. Une politique de l'enfance et de la jeunesse fait cruellement défaut. Citons à cet effet quelques chiffres révélateurs¹ :

- quatre pauvres sur dix sont des mineurs de moins de quinze ans
- seul un adolescent indigène sur dix a accès à l'éducation
- seuls cinq adolescents indigènes sur cent accèdent à l'université
- on enregistre un homicide d'enfant ou d'adolescent par jour.

Nos partenaires sur place, les organisations de jeunes JOC et MOJOCA², et les syndicats CGTG et MTC³, réclament depuis des années une loi nationale sur la jeunesse qui mentionnerait clairement qu'il s'agit d'une population prioritaire. Cette loi pourrait devenir un instrument qui contribuerait à élaborer des solutions aux violences dont les jeunes des milieux populaires sont victimes.

Ce sont donc ces jeunes de familles très pauvres et les filles et les garçons des rues

qui constituent les publics avec lesquels travaillent la JOC et le MOJOCA. Ils accèdent très rarement à des études supérieures et à une qualification reconnue. Ce n'est qu'exceptionnellement qu'ils décrochent un travail formel avec une couverture sociale. Ils doivent se contenter de survivre avec des petits boulots dans le secteur informel.

Cette situation amène le MOJOCA à multiplier les formations professionnelles, surtout dans le secteur de la restauration, et à mettre en œuvre des ateliers solidaires : une boulangerie-pâtisserie, une pizzeria et une cafétéria qui fournissent du travail et/ou une formation à une




Grâce à l'action du MOJOCA et de la JOC, les jeunes s'organisent et n'hésitent pas à réclamer leurs droits dans la rue.

vingtaine de jeunes. Ce programme bénéficie du soutien fidèle de Solidarité Mondiale (WSM).

Par ailleurs, ces jeunes sont victimes de violences (sexuelles et autres, qui vont parfois jusqu'à l'assassinat) de la part de milices privées, de bandes et parfois même de la police. Non seulement ils ne sont pas protégés - les criminels jouissent souvent de l'impunité - mais, plus grave encore, ils sont maltraités et sous-alimentés dans les institutions publiques qui les accueillent.

Ces organisations précitées œuvrent donc quotidiennement à accompagner les jeunes dans les actions qu'ils mènent pour défendre leurs droits, développer leur conscience politique et former des leaders, ainsi que pour favoriser l'esprit de solidarité. En outre, elles revendiquent, pour tous les jeunes, le droit à un travail digne.

Au Guatemala, les graves problèmes de l'enfance et de la jeunesse (dont la majeure partie vit dans la grande pauvreté) sont le résultat de la concentration de la richesse dans les mains d'une minorité. Ils ne pourront se résoudre sans un changement radical de politique sur le plan fiscal, de redistribution des richesses, de formation, d'emploi et de droits pour toutes les personnes issues des diverses communautés. Nos partenaires sur place y travaillent sans relâche ! 



© MOJOCA



Le MOJOCA organise régulièrement des formations professionnelles pour les jeunes.



Au Guatemala, on enregistre un homicide d'enfant ou d'adolescent chaque jour. Nos partenaires sur place réclament depuis des années une loi nationale sur la jeunesse qui mentionnerait clairement qu'il s'agit d'une population prioritaire.





Pérou

©GRESP

L'essor de l'économie sociale et solidaire

PAR RAUL LUNA RODRIGUEZ (GRESP) ET SANTIAGO FISCHER (WSM)

Le modèle économique néolibéral appliqué au Pérou montre ses limites, incapable d'offrir un terrain permettant à la population de développer des capacités novatrices et de satisfaire ses besoins de base. Au contraire, ce modèle destructeur a agrandi les brèches économiques, sociales, politiques et culturelles qui existaient déjà. L'abandon de l'État providence en est la preuve la plus flagrante, poussant dans la pauvreté des millions de personnes. Mais l'économie sociale, qui occupe de plus en plus de place au Pérou, se pose en véritable alternative !

Pour parvenir à contenir la crise économique, le gouvernement péruvien a fourni des efforts substantiels ces dernières années. Ainsi, le transport public s'est vu privatisé, les législations du travail assouplies, l'accent économique mis sur les exportations renforcé, etc. Mais en vain ! Aujourd'hui encore, plus de la moitié des Péruviens vivent dans une grande pauvreté. L'enseignement et les soins de santé de qualité

restent exclusivement à la portée de ceux qui peuvent se les payer. Le taux de chômage aussi reste élevé. Le modèle économique néolibéral actuel s'écrase contre ses propres frontières, enfermant le pays dans un creux politique, économique et social.

Par le peuple, pour le peuple

Malgré tout, une alternative digne gagne du terrain ! En effet, on assiste à la croissance

d'une économie sociale alternative au Pérou. Dans ce modèle économique, l'emploi durable devient une solution aux besoins de la population locale. La prise de décisions démocratiques et l'intégration sociale deviennent au moins aussi importantes que la réalisation de bénéfices. Pour les plus vulnérables comme les femmes, les jeunes et les travailleurs informels, l'économie sociale apporte une vraie réponse. Ils s'unissent en coopératives, gèrent ensemble leurs activités et s'occupent eux-mêmes de la commercialisation de leurs produits. Et tout cela, dans le respect de la planète et des animaux, et avec la participation de toutes les parties prenantes.

Besoin d'un cadre légal

Partout en Amérique latine, le modèle d'économie sociale monte en flèche. Mais, pour pouvoir croître, il est nécessaire d'installer préalablement un cadre légal. Des pays comme l'Équateur, la Colombie et le Brésil se sont déjà penchés sur cette notion de cadre. Les projets d'économie sociale y sont officiellement reconnus et reçoivent de plus en plus d'accès aux ressources financières. De plus, les porteurs de projets peuvent se renforcer via des formations et les produits issus de cette économie gagnent leur place sur les marchés locaux, nationaux et internationaux.

Au Pérou, malheureusement, aucun cadre légal n'est encore en vigueur. C'est là que notre partenaire, le GRESP¹, un réseau d'organisations de la société civile, entre en jeu pour faire changer les choses. En 2016, l'organisation a mis l'accent sur le plaidoyer politique en mettant en place un cycle d'ateliers et d'auditions au sein du Parlement national, afin de promouvoir l'économie sociale et solidaire et d'inciter les décideurs à établir des politiques publiques favorisant ce secteur. L'impact est positif : une proposition de loi, qui permettra au secteur de se développer, est actuellement en cours!

Le renfort du réseau

Le GRESP a continué en 2016 à étendre son réseau d'organisations membres dans différentes villes comme Lima, Arequipa, Chiclayo et Ica. Cette expansion est indispensable pour peser davantage dans les décisions politiques et sensibiliser encore plus de citoyens. Ainsi, des alliances ont été conclues avec l'association nationale des producteurs écologistes, l'organisation des producteurs artisanaux, l'association des productrices d'aliments. Avec cette dernière a été créé un groupe de travail sur la souveraineté alimentaire avec d'autres réseaux de productrices et consommatrices, à Lima et dans les zones rurales. Cela a permis l'organisation, avec des municipalités, d'une grande foire où les participantes ont pu se mettre en relation afin d'améliorer leurs pratiques.


Les bonnes idées renforcent

Les acteurs de l'économie sociale s'unissent et s'offrent ainsi l'opportunité de se renforcer via l'échange d'idées. C'est ce que le GRESP recherche et promeut. Ainsi, il organise régulièrement des stages et des formations, afin que



C'est dans la rue aussi que la conscientisation se joue.

©GRESP

différents acteurs du secteur se rencontrent. En 2016, trente-cinq personnes ont pu s'immerger dans la réalité de ce secteur au nord du pays, et continuent encore à s'échanger des informations et des bonnes pratiques. 

1.. GRESP= Grupo Red de Economía Solidaria del Perú

Burundi

Engagement des mouve
dans un pays en crise

PAR EDMOND DIEUDONNÉ HAKIZIMANA

Le Burundi, petit pays d'Afrique centrale et comptant onze millions d'habitants, dont deux tiers ont moins de vingt-cinq ans, a traversé depuis 1993 une crise politique et des violences interethniques qui l'ont plongé dans une grave crise socio-économique. Après une accalmie relative depuis 2005, le pays a replongé dans une nouvelle crise politique depuis 2015. Malgré cette situation chaotique, beaucoup d'organisations de la société civile et quelques ONG internationales sont restées sur le terrain aux côtés des populations pour les appuyer dans divers projets, et ainsi apporter leur contribution au développement du pays.

La nouvelle crise politique, déclenchée suite à deux interprétations différentes de la constitution nationale en matière des élections présidentielles, a provoqué un recul du pays du point de vue économique. Ainsi, les bailleurs de fonds traditionnels comme l'Union Européenne, les Etats-Unis et la Belgique ont coupé complète-

ment leur appui budgétaire direct au gouvernement, exigeant de lui un dialogue inclusif avec ses protagonistes, sous la facilitation de la Communauté d'Afrique de l'Est.

A l'inverse de ces gros donateurs, d'autres organisations sont restées actives sur le terrain avec la population, contribuant ainsi au développement du pays. C'est le cas de Solidarité



ments sociaux



Formation de jeunes soudeurs par Agakura.

© WSM

Mondiale (WSM), qui continue à travailler avec six partenaires locaux engagés dans la promotion du droit à la protection sociale pour tous. Il s'agit des organisations suivantes :

- **L'Organisation pour le Développement de l'Archidiocèse de Gitega (ODAG)** travaille dans l'économie sociale et l'offre de soins de santé dans les provinces de Gitega, Karuzi et Mwaro.
- **La Mutualité nationale de Santé (MUNASA)** crée et organise des Mutuelles de santé sur l'ensemble du territoire burundais, afin que la majorité de la population accède à des soins de santé de qualité et à des prix abordables. La MUNASA est soutenue aussi par la Mutualité chrétienne depuis plusieurs années.
- **L'association AGAKURA** forme des jeunes dans divers métiers et les aide à constituer des micro-entreprises, à créer ou à diversifier les emplois, et accompagne des ménages pour leur promotion sociale. AGAKURA agit dans cinq communes, réparties sur les provinces de Gitega, Ruyigi et Cankuzo.
- Notre partenaire **ADISCO (Appui au Développement et à la Solidarité sur les**

Collines) accompagne des jeunes femmes et des jeunes hommes dans leur formation professionnelle et la création de leur entreprise, et les aide à se structurer en coopératives. ADISCO est actif dans les provinces de Ruyigi et de Cankuzo.

- On citera aussi la **Congrégation des Frères Bene Yozefu (CBY)**, qui s'occupe de la défense des droits et des intérêts des personnes du troisième âge, ainsi que la **Confédération des Syndicats libres du Burundi (CSB)**, qui s'occupe de la formation et de l'organisation des travailleurs du secteur formel et informel sur les droits du travail.

Plus de 1.800 emplois créés

Les activités et l'engagement de nos partenaires apportent de vraies améliorations dans la vie de beaucoup de leurs concitoyens, malgré le contexte difficile. Nos partenaires ont ainsi contribué à la création de plus de 1.800 emplois durant les trois dernières années pour des jeunes hommes et des jeunes femmes.

Cela se fait grâce à la sensibilisation et à la mobilisation des ressources par des cotisations des membres dans les tontines (sys-

tèmes d'épargne et de ristourne collective) et les groupes de solidarité, par la formation en micro-entrepreneuriat, et par la structuration des micro-entrepreneurs dans des groupes de solidarité et/ou des coopératives de production ou de service.

Par exemple, à Gitega, Solidarité Mondiale (WSM) travaille avec l'organisation Agakura, qui a débuté en 1994 en période de guerre comme un centre d'accueil pour les veuves et les enfants des rues, avant de se transformer progressivement en véritable créneau d'espoir pour de nombreux jeunes en perte de repères qui cherchent à retrouver une place dans la société.

Grâce à la formation socioprofessionnelle et l'accompagnement vers la création des micro-entreprises, Agakura aide ces jeunes à gagner un revenu, à se créer une famille et à éviter de flâner dans les rues où ils versent souvent dans la violence et la criminalité. Garçons et filles y suivent une formation intensive en menuiserie et métallurgie ; ils apprennent ainsi à fabriquer des meubles et du matériel agricole, à réparer des vélos, à coudre. En 2016, septante jeunes ont ainsi terminé leurs formations : soudure, menuiserie, couture et transformation des produits agricoles. Ces septante lauréats ont aussi été formés dans la gestion et la création de leurs propres petits commerces.

Les résultats des actions des partenaires de Solidarité Mondiale (WSM) au Burundi en matière d'économie sociale s'alignent sur la politique nationale de promotion de la formation professionnelle pour la diversification des emplois et des revenus des jeunes.

Assurer la sécurité alimentaire pour 1.100 familles

Dans ce pays où 95% de la population vit de l'agriculture, les partenaires de Solidarité Mondiale se sont engagés depuis des années dans l'exploitation rationnelle et responsable des surfaces arables disponibles, et dans l'amélioration des techniques agricoles. Ainsi, les agriculteurs que nos partenaires encadrent apprennent à protéger leur environnement immédiat. Ils sont mobilisés et sensibilisés à la pratique d'une agriculture écologique caractérisée par l'utilisation des intrants et de semences naturelles tout en évitant l'usage des



pesticides, le traçage des courbes de niveau pour éviter des inondations, la plantation des herbes réparatrices des sols sur leurs exploitations agricoles et la production d'arbres. Les compétences de jeunes formés en soudure et en menuiserie sont aussi valorisées dans la fabrication de mécanismes de stockage d'eau, à utiliser dans l'irrigation de champs pendant les périodes de sécheresse.

On citera aussi la sécurisation des récoltes de produits agricoles par le biais de la construction de hangars de stockage, qui favo-

Les compétences de jeunes formés sont aussi valorisées dans la fabrication de mécanismes de stockage d'eau, à utiliser dans l'irrigation de champs pendant les périodes de sécheresse.





© WDA

risent la constitution des stocks stratégiques de produits alimentaires, leur permettant ainsi d'éviter les ventes à perte ou le vol de leur production, et favorisant aussi une gestion rationnelle des stocks. Nos partenaires ont ainsi construit dix hangars où vingt-sept coopératives et 1.100 familles peuvent stocker et sécuriser leurs récoltes.

Enfin, dans les centres de formation professionnelle, les jeunes apprennent la menuiserie et utilisent la sciure dans les pépinières de bananiers et de colocase, ainsi que les tech-




Nos partenaires ont permis à des milliers de ménages d'accéder à des soins de santé de qualité et payables.

niques de collecte et de stockage des eaux de ruissellement. Ces réserves d'eau sont utilisées entre juin et octobre, période de saison sèche. Ces pratiques permettent aussi de réduire les coûts des intrants pour les initiatives d'économie sociale et contribuent à la protection de l'environnement.

L'accès à des soins de santé grâce à un réseau de mutuelles

Nos partenaires ont permis à des milliers de ménages d'accéder à des soins de santé de qualité et payables, grâce au renforcement de vingt-neuf mutuelles de santé existantes et à la création de vingt-sept nouvelles mutuelles. Le nombre de ménages bénéficiaires est néanmoins moindre que celui escompté par nos partenaires. Cela tient au fait de la crise politique, qui a compliqué le travail de nos partenaires, mais aussi à la réintroduction de la 'carte d'assurance maladie'. Alors que la politique nationale de protection sociale considère officiellement les mutuelles de santé comme la meilleure stratégie d'accès généralisé aux soins de santé au Burundi, la distribution à grande échelle de cartes d'assurance-maladie presque gratuites a été assurée grâce à une injection de fonds de la Banque mondiale.

En comparant une cotisation annuelle de 1,6 euro pour la carte avec les 8 euros annuels pour une mutuelle, le choix est vite fait pour beaucoup de Burundais démunis. Même des gens disposant d'un peu plus de moyens financiers optent souvent pour cette carte. Elle donne accès aux institutions sanitaires publiques; mais celles-ci étant insuffisamment subventionnées, elles ne peuvent garantir ni la quantité, ni la qualité des soins offerts.

Les mutuelles constituent une solution structurelle et plus durable car elles sont moins dépendantes de financements extérieurs, mais aussi portées par des communautés locales. Ainsi, elles assurent un meilleur contrôle de la qualité des soins offerts, le respect de tarifs conventionnés par les dispensateurs de soins, et elles sensibilisent leurs membres à la prévention des maladies. L'augmentation du nombre de membres leur confèrera aussi la force nécessaire pour influencer la politique de santé de leur pays. 

Plaidoyer politique

La protection sociale est

La protection sociale fait partie des droits humains. Et pourtant, les trois-quarts de la population mondiale ne peuvent se payer une consultation médicale, prendre un congé de maternité ou encore toucher une pension. Pendant deux ans, Solidarité Mondiale (WSM) a mené campagne en vue d'offrir une protection sociale pour tous. Une initiative menée dans le cadre d'une large alliance d'ONG, de syndicats et de mutualités.

Petite rétrospective sur une campagne intense. Au total, ce sont plus de 90.000 personnes qui ont soutenu notre message et plus de 3.000 actions qui ont été mises sur pied. Et le succès était au rendez-vous ! Le 4 mai 2016, le Parle-

ment fédéral a en effet adopté une résolution qui renferme de très nombreux éléments qui renforcent les revendications posées durant notre campagne. À travers celle-ci, tant les partis au pouvoir que ceux de l'opposition, lancent ainsi un signal politique fort, demandant au gouvernement d'accorder à la protection sociale une place plus centrale dans la politique internationale belge. Cet appui du Parlement a permis d'atteindre d'autres résultats. Un accord de coopération a par exemple été conclu entre le SPF Affaires sociales et l'Agence belge de développement (CTB). Un bel exemple de partage d'expertise.

Des principes partagés

En décembre 2016, nous avons organisé un séminaire de clôture avec nos partenaires de campagne. Épaulés par des experts, nous avons dressé le bilan des résultats atteints par la campagne. L'un d'entre eux étant une unanimité toujours plus grande entre les universitaires, les décideurs politiques et les



Délégation de campagne chez le ministre de la Coopération au Développement, Alexander De Croo, en clôture de la campagne.



© ILO/Marcel Cozart

Luc Cortebeek à la tête de l'Organisation internationale du Travail (OIT)

Le 17 juin 2017, notre ancien président Luc Cortebeek, également président honoraire de la CSC, a été élu à la présidence de l'Organisation internationale du Travail (OIT), pour un mandat d'une année. C'est une belle reconnaissance de ses compétences et de son travail accompli au niveau international depuis des années. Nous ne félicitons pas seulement Luc pour ce nouvel engagement, nous le remercions aussi chaleureusement d'avoir contribué à assurer que Solidarité Mondiale (WSM) et son réseau d'acteurs trouvent une place dans le travail de l'OIT depuis 10 ans.

praticiens quant à l'importance de la protection sociale. Cette importance accordée par la Belgique était déjà apparue en septembre 2016, lors de l'Assemblée générale annuelle des Nations unies à New York. Conjointement avec la Banque mondiale et l'Organisation internationale du Travail (OIT), notre pays a inauguré le 'Global Partnership for Universal Social Protection', un large accord de coopération qui permettra d'accroître la protection sociale à l'échelle mondiale.

Lors d'une concertation avec notre délégation de campagne, en janvier 2017, le ministre de la Coopération au Développement, Alexander De Croo, a déclaré : « *La protection sociale est un droit universel. Si l'on veut que les personnes prennent leur vie en main, elles ont besoin de protection sociale. Je veux voir comment nous pouvons faire de cela une réalité dans les pays partenaires de la Belgique.* »

Passons maintenant à la pratique !

Il va de soi que le travail ne s'arrête pas là. Après des manifestations orales de soutien et des prises de position officielles, l'heure est venue de passer à l'action. Grâce à notre large alliance de campagne, dans laquelle nous jouons un rôle de leader, nous continuons à peser sur les politiques.

La Belgique souhaite contribuer à la réalisation de la protection sociale universelle, mais son mode opératoire ne figure pas encore explicitement dans les notes politiques du ministre, ni même dans le dialogue politique mené avec les pays partenaires. Par ailleurs, nous devons continuer à accorder de l'attention à la consolidation des institutions démocratiques. Le développement de la protection sociale va de pair avec une certaine volonté politique. Et, bien souvent, celle-ci ne coule pas de source, mais est imposée par une société civile forte et indépendante.

Protection sociale = prévention de la pauvreté

La protection sociale apporte une réponse aux défis structurels que sont la pauvreté et les inégalités. Solidarité Mondiale (WSM) est d'avis que son développement constitue un maillon central de la coopération au développement moderne. Grâce à une garantie de revenus pour les personnes connaissant des difficultés pour cause de maladie, de vieillesse ou de chômage, et grâce à un accès garanti à des services de base, comme des soins de santé, il est possible, avec la protection sociale, de transcender la lutte classique contre la pauvreté.

C'est là-dessus que Solidarité Mondiale (WSM) va pleinement investir dans les années à venir. ∞

Campagne

2016 : en action pour

La Journée des Possibles

Le 22 mars 2016, le programme de notre Journée des Possibles organisée avec le CIEP a été bousculé par l'actualité tragique vécue en Belgique ce jour-là. Mais nous avons tenu bon, sous le signe des alternatives, pour donner un nouvel élan à notre campagne pour une protection sociale pour tous. Ce fut une journée riche en couleurs et riche en débats. Une lutte de longue haleine, sur un des fondements de la justice sociale, cela méritait bien de résister à la terreur.



Des initiatives régionales



A **Wareme**, une trentaine de personnes se sont essayées à une animation interactive pour mieux comprendre où en est la protection sociale dans le monde. En région, c'est aussi un reportage TV sur Antenne Centre sur l'exploitation des travailleurs du Sud dans le cadre de l'Euro 2016 : Julien Gras, notre animateur en **Hainaut Centre** et Etienne Mathues de la Mutualité chrétienne du Hainaut oriental nous parlent de la face sombre de cet Euro de football et des grands événements sportifs internationaux en général.

La protection sociale s'invite au Parlement fédéral

Une proposition de résolution visant à intégrer et à ancrer le droit à la protection sociale dans la politique belge de coopération au développement est introduite en mars par la parlementaire Els Van Hoof. Le 4 mai, elle était adoptée. C'est une victoire importante, suivie d'un accord de coopération entre le SPF Affaires sociales et l'Agence belge du développement (CTB).



Si le train a permis la conquête du Far West, peut-être permettra-t-il également la reconquête de notre protection sociale ? C'est l'idée de l'action Solidarité Mondiale/MOC en **Hainaut Occidental**. Un train sillonnant le centre-ville de Tournai, halte après halte dans les lieux

la protection sociale !

symboliques d'une protection sociale attaquée de toutes parts depuis plusieurs législatures maintenant. Une façon pour les militants de lui crier leur attachement : protection sociale, ne me quitte pas ! Mais aussi de mettre en avant le soutien durable aux mutuelles de santé au Sud-Kivu de la Mutualité chrétienne régionale: *«C'est une question de solidarité, mais aussi de responsabilité, quand on voit le pillage des ressources naturelles de cette région, qui profite aux économies de nos pays.»*

Des cartes postales et des sets de table

A chaque campagne, ses outils de sensibilisa-



tion ! Grâce aux superbes caricatures réalisées par Yakana lors de la *Journée des Possibles*, Solidarité Mondiale (WSM) et le CIEP ont eu la bonne idée d'en sélectionner quelques-unes et d'en faire un jeu de six cartes postales, ainsi que des sets de table pour soutenir la campagne en 2016. Cinq de ces cartes postales ont suivi le parcours des cartes Boomerang. Les sets de table ont égayé les tables du secteur horeca des AID (insertion socio-professionnelle) du MOC durant plus de trois mois.

Des mobilisations fondamentales


Le 20 septembre, quinze mille personnes se sont mobilisées dans les rues de Bruxelles pour crier « STOP TTIP/STOP CETA ». Nous étions bien au rendez-vous pour dire non à

ces traités anti-démocratiques, qui risquent à terme de mettre à mal nos systèmes de protection sociale et qui menacent la protec-



tion des travailleurs. En décembre 2016, forts des 40.000 soutiens engrangés pour la campagne « Protection sociale pour tous », les partenaires de celle-ci organisaient un séminaire pour dresser le bilan des résultats atteints grâce à la campagne, soutenus par des experts universitaires, politiques, économiques.

20 km de Bruxelles

Edition pluvieuse, édition heureuse ! Le dimanche 29 mai, c'est plus de deux cent vingt coureurs qui se sont unis pour défendre un objectif noble : soutenir les mutuelles de santé au Bénin. Merci encore à eux et à toutes les personnes qui les soutiennent et qui nous soutiennent. Rendez-vous est pris pour l'édition 2018 ! 



Internationalisation

Des échanges pour renforcer les solidarités

PAR ANTOINETTE MAIA

A l'issue du voyage d'immersion organisé par Solidarité Mondiale au Brésil en janvier 2016, Stéphanie Baudot nous proposait d'examiner les phénomènes d'adhésion dans les projets collectifs afin de mieux comprendre notre concept de « solidarité incarnée », ou d'internationalisation, que nous voulons insuffler dans nos projets, nos partenariats, nos actions avec nos partenaires en Belgique... Elle y repérait trois facteurs principaux : l'apprentissage qui découle de la participation au projet (solidarité positionnée), le sens que celui-ci revêt pour les personnes qui s'y inscrivent (solidarité mobilisatrice) et la reconnaissance que cela procure (solidarité humaine). Passons-les en revue.

Deux voyages inspirants

Deux voyages ont été organisés en 2016, un auprès de nos partenaires brésiliens et l'autre au Togo et Bénin au mois de novembre. Deux expériences très différentes, et pourtant, à y regarder de plus près, de nombreuses similitudes peuvent être relevées.

Quand on interroge les participants aux deux voyages de 2016, tous pointent le fait d'avoir pu acquérir une meilleure compréhension des enjeux et des interdépendances Nord-Sud, des défis et des combats du Nord et du Sud dans les domaines plus spécifiques du tra-

vail et de la protection sociale (solidarité positionnée).

Toutes et tous ont également pointé l'indispensable reconnaissance mutuelle vécue lors de ces échanges qui permet de renforcer les liens et de consolider ou construire des partenariats. Ils et elles se sont reconnus comme travailleurs, ou encore comme femmes, jeunes, comme personne ayant un handicap,... car ils partagent des enjeux communs qui les unissent et qui les mobilisent pour lutter notamment pour plus de justice et de protection sociale pour tous à l'échelle mondiale (solidarité humaine).

« Le véritable voyage de découverte ne consiste pas à chercher de nouveaux paysages, mais à avoir de nouveaux yeux. » Marcel Proust



Ces expériences doivent s'enraciner dans des valeurs communes tant ici que là-bas, de solidarité, de justice sociale, de démocratie, d'égalité... Valeurs qui se concrétisent par l'action commune, comme la campagne menée ensemble entre le Brésil et la Belgique pour la défense des droits des cueilleurs d'oranges dans les champs brésiliens, ou encore le travail en réseau multi-acteurs pour la protection sociale (RNPS) au Bénin. Un participant relevait « *La persévérance des uns est inspirante pour les autres...* » (solidarité mobilisatrice).

Echanges et renforcement mutuel en Belgique aussi

Ces différentes formes de solidarité ont également été vécues en Belgique par des partenaires du Népal, du Brésil, du Mali et de la République démocratique du Congo que nous avons eu la chance de pouvoir accueillir en 2016.


Lors de notre « Journée des Possibles », deux partenaires de l'UTM (Union technique des mutuelles de santé au Mali) ont pu témoigner de leur action pour renforcer le système de protection sociale dans leur pays. En octobre, Irène Nsadiolanda, coordinatrice du CGAT en RD Congo, a été particulièrement touchée par le programme de visites que la Mutualité chrétienne de Namur avait organisé pour sa venue : conférence, témoignages, échanges, rencontres de terrain... Elle concluait son séjour par : « *Que ce soit les pas des Belges, ou les pas des Africains, nos pas vont vers une protection sociale pour tous !* »

En octobre également, la CSC de Bruxelles-Hal-Vilvorde rendait la pareille à l'UGT du Brésil suite au voyage d'immersion, en accueillant Celio Alencar, président de l'UGT dans l'état de Tocantins. Une semaine intense d'actions, avec notamment les manifestations sociales liées au licenciement massif à ING, durant laquelle Celio a pu faire les liens avec les problèmes sociaux vécus au Brésil qui pourraient également affecter d'autres pays, notamment sur le plan de l'agriculture, de l'alimentation ou encore de l'environnement.



En octobre, la CSC de Bruxelles-Hal-Vilvorde rendait la pareille à l'UGT du Brésil suite au voyage d'immersion, en accueillant Celio Alencar.

© MSM

Enfin, une délégation de haut niveau des trois principaux syndicats du Népal est venue découvrir le travail syndical de la CSC en Belgique et échanger sur, par exemple, le fédéralisme, les élections sociales, la sécurité sociale. Des changements importants se sont produits au Népal ces dernières années et ont amenés les syndicats à se repositionner (comment adapter leurs structures ? qu'en est-il du dialogue social ?...). Ils étaient très intéressés par le fait que notre pays, et plus particulièrement les syndicats, ont vécu des expériences similaires. « *Les informations que nous avons obtenues grâce à nos échanges sur la manière d'organiser un syndicat ou de développer un système de protection sociale nous aide à trouver notre voie.* », concluait le président du syndicat NTUC. 



L'accueil est une formidable opportunité pour renforcer les actions des partenaires, ici comme là-bas.

© MSM

2016

• 23 pays • 1868 fans sur Facebook •



• 42 villes et communes • 4 provinces • 597 organisations locales



• 38 collaborateurs en Belgique •

• 4 collaborateurs dans le Sud •

• 2100 abonnés à notre newsletter •



• 1837 abonnés Twitter •

• 2859 donateurs individuels •

• 83 partenaires dans le Sud •

www.solidmond.be • Merci pour vos dons • Cpt : BE96-7995-5000-0005

Solidarité Mondiale dans votre région

Brabant Wallon : Boulevard Fleur de lys 25-1400 Nivelles - 067121.89.91 • Bruxelles : rue Pléiades 19-1000 Bruxelles - 021508.89.60 • Charleroi : Boulevard Tirou 167-6000 Charleroi - 071311.22.56
• Hainaut Occidental : Avenue des États-Unis 10 bte 8-7500 Tournai - 069188.07.62 • Hainaut Centre : rue Marguerite Benoets, 10-7000 Mons - 065135.39.63 • Liège : rue Saint-Gilles 29-4000 Liège
- 041232.61.61 • Luxembourg : rue des Déportés 39-6700 Arlon - 063121.87.33 • Namur : Place l'Illon 17-5000 Namur - 081122.68.71 • Verviers : rue du Palais 25-4800 Verviers - 087133.77.07

